

# Témoignages

JOURNAL FONDÉ LE 5 MAI 1944 PAR LE DOCTEUR RAYMOND VERGÈS

N° 18171 - 71ÈME ANNÉE

## Publication de l'enquête Emploi 2014 de l'INSEE

**Taux de chômage : 26,8 %.**

**Taux d'emploi : 46 %.**

**Impasse sans solution immédiate**

Hier à la préfecture de La Réunion, la réunion du Service public de l'emploi régional a été l'occasion de présenter la dernière étude de l'INSEE sur le taux de chômage. D'après les critères de l'Organisation internationale du Travail, il était de 26,8 % en moyenne l'an dernier, contre 9,9 % en France. Les jeunes sont les plus touchés, avec 54,4 % de taux de chômage. La comparaison avec les chiffres de la moyenne française montrent l'ampleur du défi pour atteindre l'égalité dans ce domaine.

### Le halo autour du chômage

*Données en moyenne annuelle*

		Chômeurs au sens du BIT : <b>94 200</b>
Personnes sans emploi souhaitant ou cherchant activement un emploi : <b>151 400</b>	Inactifs au sens du BIT (halo) : <b>57 200</b>	Recherchent, mais ne sont pas disponibles : <b>4 500</b>
		Disponibles mais ne font pas de recherche : <b>42 200</b>
		Ne font pas de recherche et ne sont pas disponibles : <b>10 500</b>

Champ : La Réunion, personnes de 15 ans ou plus. Source : Insee, enquête Emploi 2014.

Quels que soient les critères, les indicateurs restent toujours aussi alarmants. L'INSEE a dévoilé hier le résultat de la dernière enquête emploi portant sur l'année 2014. La forme était différente des années précédentes, car la publication a eu lieu lors d'une conférence de presse organisée en présence du préfet, juste après la réunion du Service public de l'em-

ploi régional (SPER). Par rapport aux années précédentes, la méthode de calcul a changé. Elle se conforme désormais à la définition du chômeur donnée par l'Organisation internationale du Travail (OIT). L'OIT considère chômeur une personne qui n'a pas travaillé durant la semaine précédant l'enquête, qui est disponible pendant les deux semaines suivantes, et qui a effectué des re-

cherches actives d'emploi durant le mois précédent. Cette définition ne prend donc pas en compte toutes les personnes inscrites à Pôle emploi.

Elle donne le résultat suivant.

**Les actifs  
sont minoritaires**

Selon l'enquête Emploi de l'INSEE, le taux de chômage à La Réunion était de 26,8 % à La Réunion. Selon les mêmes critères, le taux de chômage était de 9,9 % en France, en Guadeloupe de 23,7 %, en Martinique de 19,4 %, et en Guyane de 22,3 %. Pour les jeunes, le taux de chômage atteint 54,4 %. L'enquête de l'INSEE indique que 66 % des personnes au chômage le sont depuis plus d'un an.

Au total, l'enquête Emploi estime à 94.200 le nombre de personnes au chômage en 2014 selon les critères de l'OIT. S'y ajoutent 57.200 personnes qui sont à la recherche d'un travail mais qui n'entrent pas dans la définition.

L'estimation dénombre donc 151.400 personnes cherchant un emploi à La Réunion en 2014.

Le nouveau questionnaire diffusé par l'INSEE aux 8.000 personnes interrogées permet d'avoir une idée de la part du sous-emploi dans la population active. Cela regroupe les personnes travaillant à temps par-

tiel, de manière subie ou choisie. Ce taux atteint 13 % chez les personnes ayant déjà un emploi. Le temps partiel subi correspond à 12 % de la population active ayant un travail. Le déséquilibre est important entre les femmes et les hommes. 17 % des femmes employées ont un travail à temps partiel.

L'étude de l'INSEE compare également les taux d'emploi entre La Réunion et la France. Dans notre île, 46 % des 15-64 ans ont un emploi, contre 64 % en France.

### Le chômage ne baisse pas

L'enquête montre aussi que plus le niveau du diplôme est élevé, plus il protège du chômage. Cette tendance est la même qu'en France. Mais si le taux d'emploi est le même qu'en France pour les personnes ayant un diplôme inférieur ou égal à

Bac+3, l'écart se creuse pour les niveaux inférieur. Il atteint même 20 points pour les travailleurs n'ayant aucun diplôme. En France, la majorité des non-diplômés ont un travail, contre 35 % à La Réunion.

Sur la base de l'ancien mode de calcul, l'INSEE note une baisse du taux de chômage que le préfet relativise. Dominique Sorain précise qu'« avec un tel niveau de chômage, on ne peut pas dire que le chômage baisse à La Réunion ». En 2014, le secteur marchand a vu une création nette de 3.500 à 4.000 emplois. C'est loin de répondre à la hausse de la population active poussée par la croissance démographique. C'est pourquoi l'État compte accentuer son soutien aux emplois aidés.

Le préfet rappelle les dernières données diffusées par Pôle emploi : arrêt de la dégradation de la situation pour les personnes inscrites en catégorie A, baisse chez les jeunes, grâce aux emplois aidés.

M.M.

## Hausse des subventions de l'État et de l'Europe pour le traitement social du chômage

### Au moins 50.000 emplois aidés ou dispositifs d'insertion en 2015

Une semaine après la visite de Manuel Valls, l'État a confirmé hier au Service public de l'emploi régional une annonce du Premier ministre. Paris est prêt à mobiliser les financements nécessaires à l'embauche de 50.000 personnes en 2015. Quant à l'Europe, elle investira en 2015 73 millions d'euros pour soutenir l'insertion professionnelle de 10.000 jeunes au chômage depuis plus de 4 mois.

Réuni hier à la préfecture, le Service public de l'emploi régional regroupe les services de l'État, les collectivités territoriales, les missions locales, des partenaires sociaux comme le MEDEF, la CGPME. Outre la présentation de la situation du chômage, via l'enquête emploi 2014 de l'INSEE, ce deuxième SPER de l'année a permis de préciser la stratégie de l'État dans la lutte contre le chômage.

Une conférence de presse a suivi cette réunion. Le préfet a tout d'abord rappelé les chiffres de 2014. L'État a dépensé 240 millions d'euros pour soutenir 40.000 emplois aidés ou dispositif d'insertion. Quasiment tous les contrats disponibles avaient été utilisés, a précisé Dominique Sorain, ainsi que la tota-

lité des crédits.

En 2015, cette subvention va augmenter. L'objectif de l'État est d'aller vers 50.000 bénéficiaires d'une solution d'insertion soutenue par l'État.

Par ailleurs, La Réunion sera le lieu d'une expérimentation unique dans toute la République : la fongibilité des enveloppes attribués aux différents types de contrats.

Cela concerne les CUI-CAE, les emplois d'avenir et l'insertion par l'activité économique.

Selon les données diffusées au SPER, 37.745 Réunionnais bénéficiaient au 15 juin 2015 d'un emploi aidé ou d'une autre solution d'insertion soutenue par l'État. Plus de 23.000 contrats aidés type CAE-CUI ou emploi d'avenir sont en cours.

### 73 millions de l'Europe

2015 verra aussi la montée en charge d'un programme européen, Initiative pour l'emploi des jeunes. Il concerne les régions de l'UE où le taux de chômage des jeunes est supérieur à 25 %. Il a pour but de proposer à tous les jeunes qui sont au chômage depuis au moins 4 mois soit un emploi, soit une formation, soit « un stage de qualité ».

au titre de ce programme, La Réunion bénéficiera de 73 millions de crédits européens. Plus de 10.000 jeunes pourront être concernés par cette initiative.

## Edito

# De Paul Vergès au Pape, il ne manque plus que Didier Robert

**L'**intervention du Chef de l'Eglise était très attendue. Il est disponible sous forme d'une lettre circulaire de près de 200 pages dont une part importante concerne son Magistère. C'est un cri d'alarme et un message d'espoir. A 5 mois de la Conférence mondiale qui se tiendra à Paris, en décembre, il jette un pavé dans la mare des conservateurs et des gaspilleurs en tout genre. Didier Robert est directement concerné.

La partie universelle est intitulée : « Mon appel » dans laquelle il proclame « le défi urgent de sauvegarder notre maison commune » (qui) « inclut la préoccupation d'unir toute la famille humaine dans la recherche d'un développement durable et intégral ». Tout est dit et il élargit ainsi le cercle des nombreux responsables qui se battent pour une prise de conscience maximale qu'un autre monde est nécessaire et c'est possible, car on ne peut pas désespérer de l'Humanité.

Le souverain pontife reconnaît l'immense travail déjà accompli de la conscientisation à l'action. C'est pourquoi il « souhaite saluer, encourager et remercier ceux qui travaillent pour assurer la sauvegarde de la maison que nous partageons ». Une « gratitude spéciale » pour « ceux qui luttent avec vigueur pour affronter les conséquences dramatiques de la dégradation de l'environnement sur la vie des plus pauvres dans le monde ».

Dans ce contexte, comment ne

pas rappeler la première alerte lancée par Paul Vergès, en 1995 ? Sitôt élu sénateur, en 1996, il présente un texte qui demande de faire du réchauffement climatique et ses conséquences, une cause nationale. Il reçoit l'unanimité de ses collègues. À ce moment, il fait passer cette question environnementale de l'expertise écologique à la décision politique. L'aide à la décision a nécessité la création d'une structure de réflexion et de préconisation. Paul Vergès préside l'ONERC (Observatoire national sur les effets du réchauffement climatique) depuis sa création en 2001. Il a remis de nombreux documents et de préconisations à tous les gouvernements qui se sont succédés durant cette période.

Après tout ça, il est vraiment irresponsable et inconséquent de continuer la NRL. On peut être obstiné mais quand même pas têtue ! Le Pape a mûri ses réflexions et les expose 20 ans après le dirigeant communiste réunionnais. Il n'y a pas de fatalité en politique. Didier Robert doit comprendre que sa position est intenable. A 5 mois de la grande Conférence de Paris, c'est se moquer de toute l'Humanité. Il est encore temps de se montrer à la hauteur de l'Histoire.

**J.B.**

## Témoignages

Fondé le 5 mai 1944 par le Dr Raymond Vergès  
71e année  
Directeurs de publication :  
1944-1947 : Roger Bourdageau ; 1947 - 1957 : Raymond Vergès ; 1957 - 1964 : Paul Vergès ; 1964 - 1974 : Bruny Payet ; 1974 - 1977 : Jean Simon Mounoussany Amourdom ; 1977 - 1991 : Jacques Sarpédon ; 1991- 2008 : Jean-Marcel Courteaud  
Depuis 2008 : Jean-Max Hoarau

6 rue du général Émile Rolland  
B.P. 1016 97828 Le Port CEDEX  
Rédaction  
TÉL. : 0262 55 21 21 - FAX: 0262 55 21 29  
E-mail : redaction@temoignages.re  
SITE web : www.temoignages.re  
Administration  
TÉL. : 0262 55 21 21 - FAX: 0262 55 21 23  
E-mail Avis, Abonnement : avis@temoignages.re  
E-mail Publicité : publicite@temoignages.re

## Le pape François publie une encyclique à quelques mois de la conférence de Paris

# L'Église catholique entre dans le débat sur le changement climatique

**Le pape François a diffusé hier une encyclique évoquant notamment le changement climatique. Elle permet à l'Église catholique de peser dans le débat qui doit amener à la signature d'un accord lors de la conférence de Paris sur le climat qui se tiendra dans 5 mois. Voici quelques extraits de ce document :**

### Effets du changement climatique

« Le climat est un bien commun, de tous et pour tous. Au niveau global, c'est un système complexe en relation avec beaucoup de conditions essentielles pour la vie humaine. Il existe un consensus scientifique très solide qui indique que nous sommes en présence d'un réchauffement préoccupant du système climatique. Au cours des dernières décennies, ce réchauffement a été accompagné de l'élévation constante du niveau de la mer, et il est en outre difficile de ne pas le mettre en relation avec l'augmentation d'événements météorologiques extrêmes, indépendamment du fait qu'on ne peut pas attribuer une cause scientifiquement déterminable à chaque phénomène particulier. L'humanité est appelée à prendre conscience de la nécessité de réaliser des changements de style de vie, de production et de consommation, pour combattre ce réchauffement ou, tout au moins, les causes humaines qui le provoquent ou l'accroissent. Il y a, certes, d'autres facteurs (comme le volcanisme, les variations de l'orbite et de l'axe de la terre, le cycle solaire), mais de nombreuses études scientifiques signalent que la plus grande partie du réchauffement global des dernières décennies est due à la grande concentration de gaz à effet de serre (dioxyde de carbone, méthane, oxyde de nitrogène et autres) émis surtout à cause de l'activité humaine.

L'élévation du niveau de la mer, par exemple, peut créer des situations d'une extrême gravité si on tient compte du fait que le quart de la population mondiale vit au bord de la mer ou très proche, et que la plupart des mégapoles sont situées en zones côtières.

Le changement climatique est un problème global aux graves répercussions environnementales, so-

ciales, économiques, distributives ainsi que politiques, et constitue l'un des principaux défis actuels pour l'humanité. Les pires conséquences retomberont probablement au cours des prochaines décennies sur les pays en développement. »

### Réponses insuffisantes des responsables

« Beaucoup de ceux qui détiennent plus de ressources et de pouvoir économique ou politique semblent surtout s'évertuer à masquer les problèmes ou à occulter les symptômes, en essayant seulement de réduire certains impacts négatifs du changement climatique. Mais beaucoup de symptômes indiquent que ces effets ne cesseront pas d'empirer si nous maintenons les modèles actuels de production et de consommation. Voilà pourquoi il devient urgent et impérieux de développer des politiques pour que, les prochaines années, l'émission du dioxyde de carbone et d'autres gaz hautement polluants soit réduite de façon drastique, par exemple en remplaçant l'utilisation de combustibles fossiles et en accroissant des sources d'énergie renouvelable. »

### Les inégalités

« L'élévation du niveau de la mer affecte principalement les populations côtières appauvries qui n'ont pas où se déplacer. L'impact des dérèglements actuels se manifeste aussi à travers la mort prématurée de beaucoup de pauvres, dans les conflits générés par manque de ressources et à travers beaucoup d'autres problèmes qui n'ont pas assez d'espace dans les agendas du monde.

L'inégalité n'affecte pas seulement les individus, mais aussi des pays entiers, et oblige à penser à une

éthique des relations internationales. Il y a, en effet, une vraie " dette écologique ", particulièrement entre le Nord et le Sud, liée à des déséquilibres commerciaux, avec des conséquences dans le domaine écologique, et liée aussi à l'utilisation disproportionnée des ressources naturelles, historiquement pratiquée par certains pays.

### Dégradation de l'environnement et dégradation humaine

Les pouvoirs économiques continuent de justifier le système mondial actuel, où priment une spéculation et une recherche du revenu financier qui tendent à ignorer tout contexte, de même que les effets sur la dignité humaine et sur l'environnement. Ainsi, il devient manifeste que la dégradation de l'environnement comme la dégradation humaine et éthique sont intimement liées.

### Propositions

« L'interdépendance nous oblige à penser à un monde unique, à un projet commun.

Pour affronter les problèmes de fond qui ne peuvent pas être résolus par les actions de pays isolés, un consensus mondial devient indispensable, qui conduirait, par exemple, à programmer une agriculture durable et diversifiée, à développer des formes d'énergies renouvelables et peu polluantes, à promouvoir un meilleur rendement énergétique, une gestion plus adéquate des ressources forestières et marines, à assurer l'accès à l'eau potable pour tous. »

## Billet philosophique

# Kosa i lé lo dévlopman dirab ?

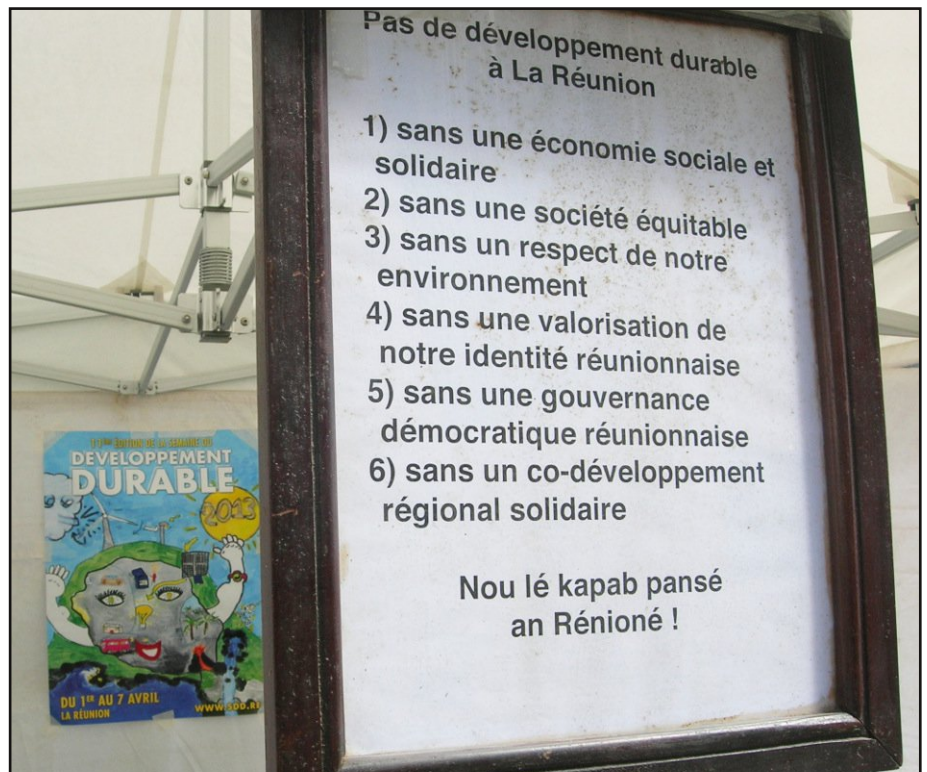
Du 30 mai au 5 juin dernier, de nombreuses actions intéressantes ont été réalisées à La Réunion par diverses institutions publiques et organisations associatives pour célébrer l'édition 2015 de la Semaine Européenne du Développement Durable. Mé kosa i lé lo dévlopman dirab dan nout péi é partou si la planèt ? Koman nou konpran sa ? É kosa nou fé èk sa ?

Le concept du "développement durable" ("sustainable development" en anglais), qui a pris une dimension mondiale depuis 1987 à l'initiative de l'Organisation des Nations Unies, pose de nombreuses questions et bien des philosophes ou autres chercheurs y réfléchissent jusqu'à en faire une des conditions essentielles de la survie de l'humanité. En effet, sans un modèle de développement durable, soutenable, acceptable et humain, notre avenir est gravement menacé, comme l'explique clairement le philosophe et naturaliste Yves Paccalet dans son célèbre ouvrage de 2007 intitulé "L'humanité disparaîtra, bon débarras !". Ici même, depuis les thèses de sa fondation en 1959 jusqu'à ses "25 Propositions pour une nouvelle politique à La Réunion" publiées cette année, en passant par son "Plan immédiat de survie" de 1975 et bien d'autres ouvrages pour le développement du pays, le PCR n'a cessé d'exprimer des idées qui mettent en cause le système dominant et injuste actuel. Le Cercle Philosophique Réunionnais a également fait part à nos compatriotes de pistes de réflexion à ce sujet depuis sa fondation en 2006 par le sociologue Laurent Médéa.

Voici donc un bref rappel de six conditions du développement durable, dont certaines sont en grande partie oubliées par les classes dominantes au pouvoir à La Réunion:

1) Une économie sociale et solidaire, consacrée à l'intérêt commun, à la place d'une économie fondée sur l'exploitation de l'homme par l'homme, la loi du profit par le capital, la compétitivité et la dictature du monde de la finance comme du commerce.

2) Une société juste et harmonieuse, avec un partage équitable des revenus, un coût de la vie, une politique fiscale et bancaire justifiés, abolissant toutes les formes d'inégalités sociales, d'aliénations, de racismes



Un panneau dans le stand du Cercle Philosophique Réunionnais en 2013 dans le Village Portoï du Développement Durable.

et autres discriminations.

3) Une forte protection de notre environnement, par la fin de toutes les formes de pollutions, afin de préserver notre santé, la biodiversité et la beauté de la nature.

4) La reconnaissance et le respect de l'identité spécifique du peuple réunionnais, la valorisation de tous les atouts de sa culture, sa langue, son histoire, sa diversité ancestrale et son unité ainsi que son interculturelité, sans oublier l'importance de la formation et de l'éducation pour préparer la jeunesse réunionnaise à prendre en mains le destin de son pays face à l'assimilation.

5) Une gouvernance réunionnaise libre et responsable, démocratique et populaire, respectant le droit fon-

damental du peuple réunionnais — notamment les plus pauvres — à prendre lui-même (plutôt que le pouvoir néo-colonial en place) les décisions qui le concernent.

6) Un co-développement régional solidaire avec les peuples frères de l'Indianocéanie.

Tant que ces conditions ne seront pas remplies, les pires soucis sont à craindre. D'où l'importance de nous engager unis et durablement pour le développement durable.

**Roger Orlu**

(\*)Merci d'envoyer vos critiques, remarques et contributions afin que nous philosophions ensemble...! mail : [redaction@temoignages.re](mailto:redaction@temoignages.re)

# Oté

## Aprésa lo tour lé z'ot va vnir !

*Mi domann amoin si tazantan nout vyé fonn san z'èsklav i domine pa nou. Pou kosa mi di sa ? Pars, souvan dé foi, mi antann demoun tro rézigné, demoun i pans na poin arien pou fèr, domoun lé batu d'avans. Batay po d'fèr kont po d'tèr : po d'fèr sé lé z'ot, po d'tèr sé zot. Donk na poin arien a fèr pou vanj kont la fatalité, kont la rézignation.*

*Sa la pa in vyé fonn san l'èsklavaz sa ? Rapèl azot in pé nout l'istoir. L'avé souvan dis zésklav pou in mèt. Malgré sa lété lo mèt té k'i gingn toultan. Pli pir ksa, l'avé zésklav té i rotourn kont z'ot kamarad la mizèr, pou pran la défans lo mèt, pou ète dann kan lo moun bien... Ni koné lo ga téi apèl Figaro : li mèm la trayi bann révolté Sin-Lé. Kont koué ? Kont in bout la tèr dann sirk Silaos.*

*Moin na konm l'inprésyon nout vyé san l'èsklavaz lé fasil pou révéyé. Mèm si pou komansé ni di ni sar révolté, ni sar tyé douz blès katorz... épizapré nou lé abati, ni san nou lé pa kapab rézisté, nou lé mougé. L'èr-la nou lé blijé révolt kont nou mèm. Nou lé blijé soubat kont nou mèm pou nou gingn afront lé z'ot, lo z'ènmi sansa lo z'advèrsèr. Si ni gingn la viktoir kont nou, ni pé gingn osi la viktoir kont lo vré z'ènmi, lo problèm, lo lanspèk l'aprè anbar anou. Nout promyé z'ènmi sé nou !*

*Dann tout z'afèr : dann la politik, dann l'ékonomi, dann lo sosyal, dann in projé nou l'aprè améné, mèm dann in ménaj sé sa mèm. Pou gingn bien vanjé i fo ni komans par vanj kont nou mèm, épi tazantan ni ronouvèl nout viktoir dsi nou mèm... Alors konm di la shanson Richard Anthony : « Bats toi ! » é pou komansé kont toué mèm, aprésa lo tour lé z'ot va vnir.*

**Justin**

### « Pa kapab lé mor san éséyé » - In kozman pou la rout

Konbien foi nou lé fine antann in kozman konmsa. Ni koné sa lé vré toulbon. Pou kosa sa lé vré ? Pars si ni ésèy pa, nou lé pa pou gagné. Sa lé vré kan in garson i vé déklar son l'amour pou in fiy mé li gingn pa... alors lo fiy i fini par lès ali an plan. Sa lé vré kan ou lé dovan in bon l'okazionn travay : ou i oi sak i fo fèr, mé ou i fé pa. Tsiout, lo l'okazion i pas sou out né. Sa lé vré kan ou i amenn in konba : na in moman i fo fou lo kou fatal, ou i fou pa. Apré lé tro tar ! Kosa zot i anpans de sa zot ? Arien ditou ! Fé travay z'ot koko ! Fé bouy z'ot matyèr griz ! zot va oir si rant-rant ni tonm pa in pé d'akor rantre nou.